

# Définition des notions relatives au contenu du cadastre RDPPF

## Exemple des zones de protection des eaux souterraines

(selon l'article 3 de l'ordonnance sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété privée OCRDP)

**remarque concernant la version française** : les exemples utilisés ci-dessous doivent donner une référence visuelle et ne sont pas traduits

### 1. Introduction

Sur la base d'extraits concrets (au niveau fédéral, cantonal ou communal) nous expliquons ci-dessous les notions en lien avec le cadastre RDPPF.

#### 1.1. Au niveau fédéral, article 3 OCRDP

L'article 3 de l'ordonnance sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété privée OCRDP) dit :

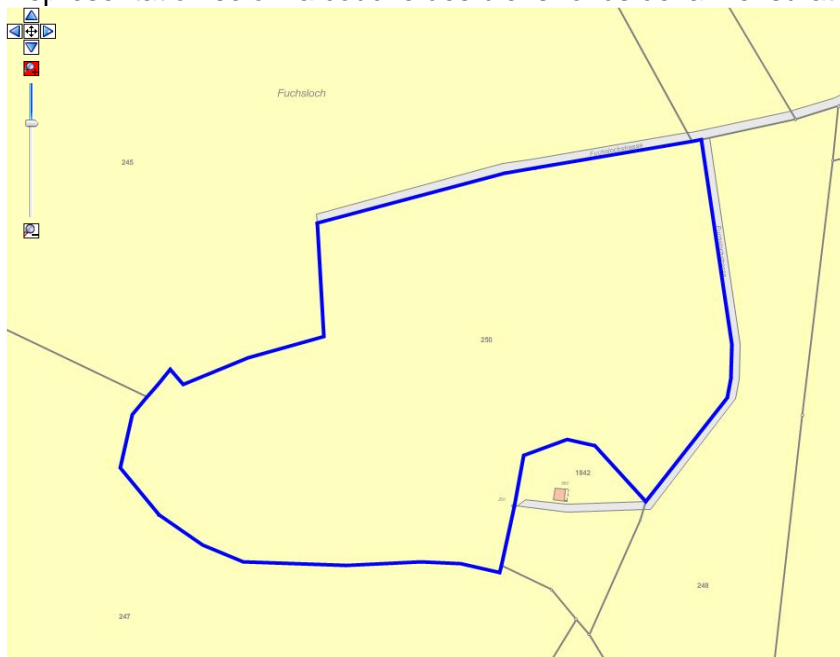
##### Art. 3 Contenu

Le cadastre comprend:

- les géodonnées de base désignées à l'annexe 1 OGéo4 comme faisant partie du cadastre;
- les géodonnées de base liant les propriétaires, désignées par le canton en application de l'art. 16, al. 3, LGéo;
- les dispositions juridiques qui, formant un tout avec les géodonnées de base qui leur sont associées, décrivent directement la restriction de propriété et sont régies par la même procédure;
- les renvois avec les bases légales des restrictions à la propriété foncière;
- des informations et des renvois supplémentaires servant à la bonne compréhension des restrictions de droit public à la propriété foncière, pour autant qu'elles soient prévues dans le modèle de données prévu à l'art. 9 OGéo.

#### 1.2. Exemple: Commune de Bronschhofen, bien-fonds 250

Représentation selon la couche des biens-fonds de la mensuration officielle



## 2 Composantes du cadastre RDPPF

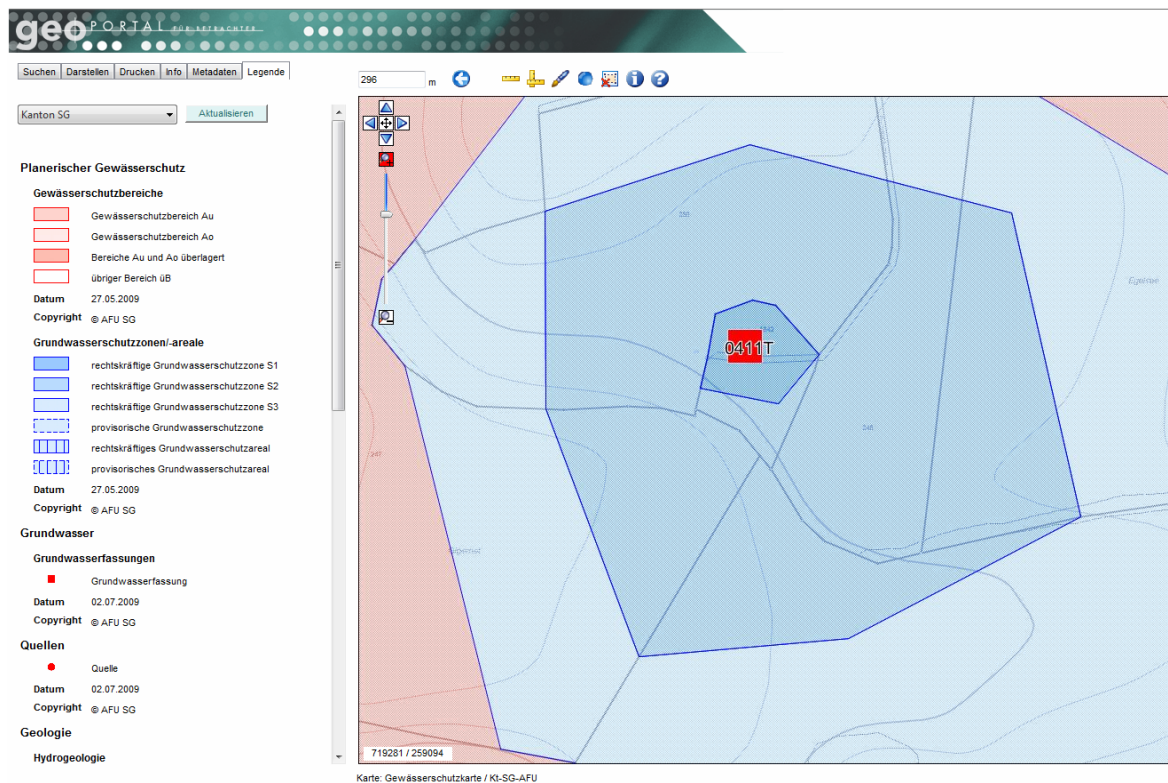
### 1.3. Géodonnées de base selon art. 3 lit a et b OCRDP

**Géodonnées de base relevant du droit fédéral** selon annexe 1 OGéo

Zone de protection des eaux souterraines (ident. 131)

**Géodonnées de base définie par le canton**

Illustration : Zones de protection des eaux souterraines S1 et S2 avec légende




**Géodonnées de base définie par la commune**


pas de données ayant une portée juridique en matière de RDPPF.

## 1.4. Dispositions juridiques selon art. 3, lit. c OCRDP

Exemple 1: Plan de délimitation approuvé du captage d'eaux souterraines Dreibrunnen



Kanton St. Gallen  
Gemeinde Bronschhofen




AMT FÜR UMWELTSCHUTZ  
DES KANTONS ST. GALLEN  
02762  
Hydrogeologisches Register

### Grundwasserschutzzonen um die Grundwasserfassung Dreibrunnen

**Dorfkorporation Bronschhofen**

Umgrenzungsplan 1 : 1000  
Plan Nr. 2005-145/1      Format: 60/84

Entwurf	Gezeichnet	Datum	Bemerkung
Hae	Br	13.7.1987	
Hae	Br	14.9.1990	MV
Hae	Br	30.3.1992	theor. Sz
Hae	Br	28.9.2007	



**GEOLOGIEBÜRO LIENERT & HAERING AG**

9015 St. Gallen-Winkeln  
Schofendubstrasse 23  
Tel.: 071 271 17 33  
Fax: 071 371 20 70  
E-Mail: li.wenk@lihaering-geo.ch

8592 Uttwil (TG)  
Im Moos 37 / Postfach 61  
Tel.: 071 461 22 82  
Fax: 071 461 22 83  
E-Mail: h.uehrli@lihaering-geo.ch

Vom Gemeinderat Bronschhofen erlassen am: 10. JANUAR 2008

Der Gemeindepräsident:       Der Gemeinderatsschreiber: 

Öffentliche Auflage vom 5. NOVEMBER 2008 bis 5. DEZEMBER 2008

Vom Baudepartement des Kantons St. Gallen genehmigt am: 27. Feb. 2008

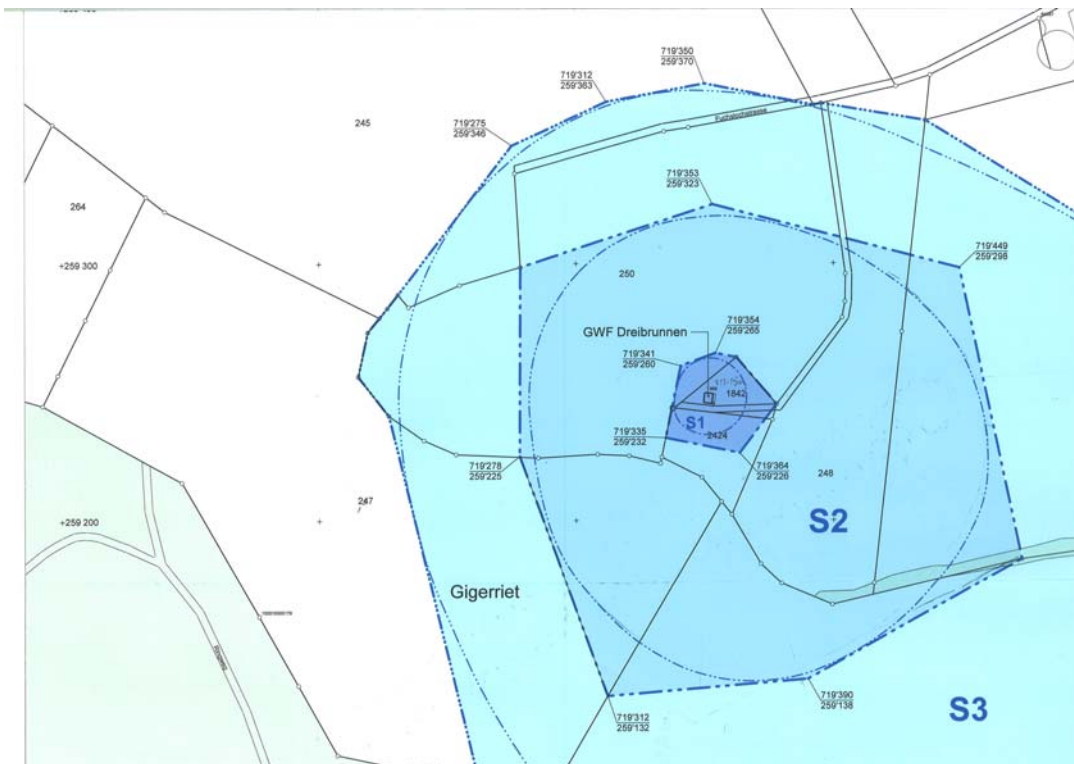
Für das Baudepartement  
Die Leiterin des Amtes für Umweltschutz: 



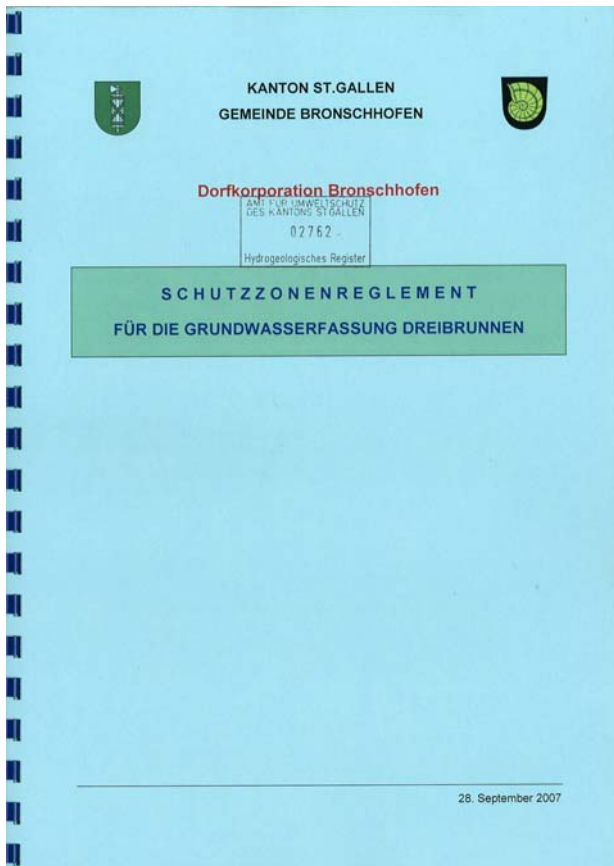
### LEGENDE

**Grundwasserschutzzonen**

	Praktische Umgrenzung	Hydrogeologische Umgrenzung
Zone S1 (Fassungsbereich)		
Zone S2 (Engere Schutzzone)		
Zone S3 (Weitere Schutzzone)		



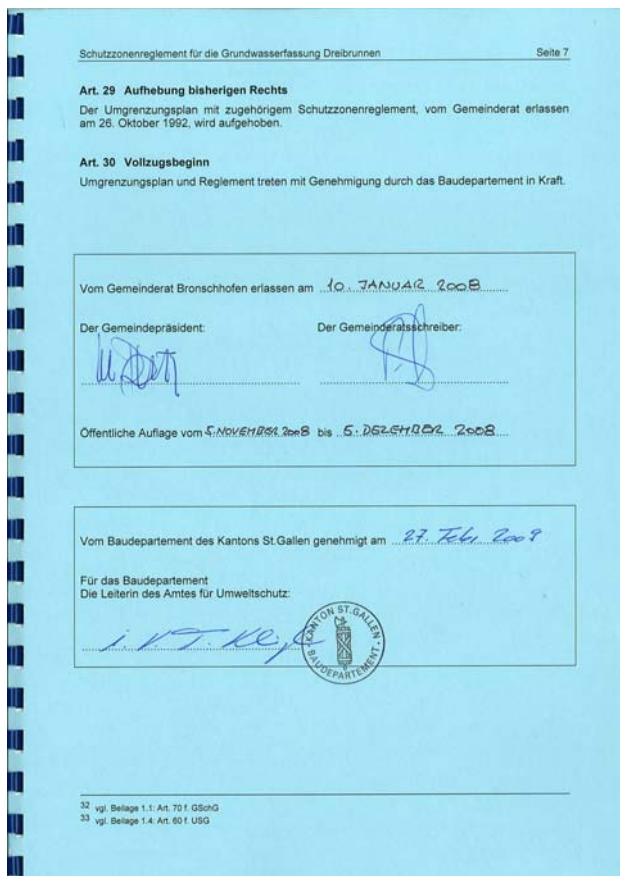
Exemple 2 : Règlement de la zone de protection approuvé:



Inhaltsverzeichnis

**INHALTSVERZEICHNIS**

<b>1. Allgemeine Bestimmungen</b> .....	<b>1</b>
Art. 1 Geltungsbereich.....	1
Art. 2 Grundwasserschutzzone und deren Ziele.....	1
Art. 3 Wegleitung des Bundes.....	1
Art. 4 Einhaltung der Schutzzonevorschriften.....	1
Art. 5 Überwachung der Grundwasserqualität.....	2
Art. 6 Informationspflicht.....	2
<b>2. Allgemeine Nutzungsbeschränkungen und Schutzmassnahmen</b> .....	<b>2</b>
Art. 7 Grundsatz.....	2
<b>2.1 Bestimmungen für die Zone S3</b> .....	<b>2</b>
Art. 8 Allgemeine Beschränkungen.....	2
Art. 9 Bauten und Anlagen.....	3
Art. 10 Anlagen mit wassergefährdenden Flüssigkeiten.....	3
Art. 11 Schmutzwasserleitungen.....	3
Art. 12 Verkehrsanlagen.....	3
Art. 13 Landwirtschaftliche Anlagen.....	4
Art. 14 Geländeänderungen und Materialentnahmen.....	4
Art. 15 Deponien und Ablagerungen.....	4
Art. 16 Bodenbewirtschaftung und Düngung.....	4
Art. 17 Pflanzenschutzmittel und Holzschutzmittel.....	4
<b>2.2 Bestimmungen für die Zone S2</b> .....	<b>5</b>
Art. 18 Allgemeine Beschränkungen.....	5
Art. 19 Bodenbewirtschaftung und Düngung.....	5
Art. 20 Pflanzenschutzmittel und Holzschutzmittel.....	5
<b>2.3 Bestimmungen für die Zone S1</b> .....	<b>5</b>
Art. 21 Allgemeine Beschränkungen.....	5
Art. 22 Zutritt.....	5
<b>3. Übergangsbestimmungen für bestehende Bauten und Anlagen</b> .....	<b>6</b>
Art. 23 Verkehrsanlagen.....	6
Art. 24 Belastete Standorte.....	6
<b>4. Schlussbestimmungen</b> .....	<b>6</b>
Art. 25 Verfügungen.....	6
Art. 26 Ausnahmebewilligungen.....	6
Art. 27 Anmerkung im Grundbuch.....	6
Art. 28 Strafbestimmungen.....	6
Art. 29 Aufhebung bisherigen Rechts.....	7
Art. 30 Vollzugsbeginn.....	7



## 1.5. Renvoi avec les bases légales selon art. 3, lit d OCRDP

### Confédération:

Loi fédérale sur la protection des eaux, LEaux (RS 814.20)

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/8/814.20.fr.pdf>

#### Art. 20 Zones de protection des eaux souterraines

<sup>1</sup> Les cantons délimitent des zones de protection autour des captages et des installations d'alimentation artificielle des eaux souterraines qui sont d'intérêt public; ils fixent les restrictions nécessaires du droit de propriété.

<sup>2</sup> Les détenteurs de captages d'eaux souterraines sont tenus:

- a. de faire les relevés nécessaires pour délimiter les zones de protection;
- b. d'acquérir les droits réels nécessaires;
- c. de prendre à leur charge les indemnités à verser en cas de restriction du droit de propriété.

#### Art. 21 Périmètres de protection des eaux souterraines

<sup>1</sup> Les cantons délimitent les périmètres importants pour l'exploitation et l'alimentation artificielle futures des nappes souterraines. Dans ces périmètres, il est interdit de construire des bâtiments, d'aménager des installations ou d'exécuter des travaux qui pourraient compromettre l'établissement futur d'installations servant à l'exploitation ou à l'alimentation artificielle des eaux souterraines.

<sup>2</sup> Les cantons peuvent mettre à la charge des futurs détenteurs de captages d'eaux souterraines et d'installations d'alimentation artificielle des eaux souterraines les indemnités à verser en cas de restriction du droit de propriété.

Ordonnance sur la protection des eaux.OEaux (RS 814.201)

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/8/814.201.fr.pdf>

#### Art. 29 Détermination des secteurs de protection des eaux et délimitation des zones et des périmètres de protection des eaux souterraines

<sup>1</sup> Lorsqu'ils subdivisent leur territoire en secteurs de protection des eaux (art. 19 LEaux), les cantons déterminent les secteurs particulièrement menacés et les autres secteurs. Les secteurs particulièrement menacés décrits à l'annexe 4, ch. 11, comprennent:

- a. le secteur A<sub>u</sub> de protection des eaux, destiné à protéger les eaux souterraines exploitables;
- b. le secteur A<sub>o</sub> de protection des eaux, destiné à protéger la qualité des eaux superficielles, si cela est nécessaire pour garantir une utilisation particulière des eaux;
- c. l'aire d'alimentation Z<sub>u</sub>, destinée à protéger la qualité des eaux qui alimentent des captages d'intérêt public, existants et prévus, si l'eau est polluée par des substances dont la dégradation ou la rétention sont insuffisantes, ou si de telles substances présentent un danger concret de pollution;
- d.<sup>17</sup> l'aire d'alimentation Z<sub>o</sub>, destinée à protéger la qualité des eaux superficielles, si l'eau est polluée par des produits phytosanitaires ou des éléments fertilisants, entraînés par ruissellement.

<sup>2</sup> Ils délimitent, en vue de protéger les eaux du sous-sol qui alimentent des captages et des installations d'alimentation artificielle d'intérêt public, les zones de protection des eaux souterraines (art. 20 LEaux) décrites dans l'annexe 4, ch. 12. Ils peuvent également délimiter des zones de protection des eaux souterraines pour des captages et des installations d'alimentation artificielle d'intérêt public prévus, dont la localisation et la quantité à prélever sont fixées.

<sup>3</sup> Ils délimitent, en vue de protéger les eaux souterraines destinées à être exploitées, les périmètres de protection des eaux souterraines (art. 21 LEaux) décrits dans l'annexe 4, ch. 13.

<sup>4</sup> Pour déterminer les secteurs de protection des eaux et délimiter les zones et périmètres de protection des eaux souterraines, ils s'appuient sur les informations hydrogéologiques disponibles; si ces dernières ne suffisent pas, ils veillent à procéder aux investigations hydrogéologiques nécessaires.

### **Art. 30** Cartes de protection des eaux

<sup>1</sup> Les cantons établissent des cartes de protection des eaux et les adaptent en fonction des besoins. Ces dernières comportent au moins:

- a. les secteurs de protection des eaux;
- b. les zones de protection des eaux souterraines;
- c. les périmètres de protection des eaux souterraines;
- d. les résurgences, les captages et les installations d'alimentation artificielle importants pour l'approvisionnement en eau.

<sup>2</sup> Les cartes de protection des eaux sont accessibles au public. Les cantons remettent à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)<sup>18</sup> et à chaque canton limitrophe concerné un exemplaire des cartes des zones de protection des eaux (y compris les modifications).

*Annexe 4<sup>51</sup>*  
(art. 29 et 31)

## **Mesures d'organisation du territoire relatives aux eaux**

- |            |   |
|------------|---|
| <b>1</b>   | <b>Détermination des secteurs de protection des eaux particulièrement menacés et délimitation de zones et de périmètres de protection des eaux souterraines</b> |
| <b>11</b>  | <b>Secteurs de protection des eaux particulièrement menacés</b>   |
| <b>111</b> | <b>Secteur A<sub>u</sub> de protection des eaux</b>   |

## **Canton:**

Vollzugsgesetz zur eidg. Gewässerschutzgesetzgebung [Ordonnance d'application SG de la législation fédérale eb nature de protection des eaux souterraines! du 11. Avril 1996 (sGS 752.2)

<http://www.gallex.ch/gallex/7/fs752.2.html>

### **Grundwasserschutzzonen und -areale<sup>61</sup>**

#### **a) Zuständigkeit**

##### **Art. 29.**

<sup>1</sup> Die politische Gemeinde scheidet die Grundwasserschutzzonen und die Grundwasserschutzareale als Zone S aus.

<sup>2</sup> Das zuständige Departement scheidet nach Anhören des Gemeinderates Grundwasserschutzzonen und Grundwasserschutzareale aus, wenn die Ausscheidung im Interesse einer anderen als der Standortgemeinde liegt oder mehrere politische Gemeinden daran interessiert sind und innert angemessener Frist keine Einigung zustande kommt.

#### **b) Verfahren**

##### **1. öffentliche Auflage**

##### **Art. 30.**

<sup>1</sup> Der Umgrenzungsplan der Zone S mit den zugehörigen Vorschriften wird unter Eröffnung einer Einsprachefrist von dreissig Tagen öffentlich aufgelegt.

<sup>2</sup> Der betroffene Grundeigentümer wird mit persönlicher Anzeige von der öffentlichen Auflage in Kenntnis gesetzt.

##### **2. Einsprache**

##### **Art. 31.**

<sup>1</sup> Wer ein eigenes schutzwürdiges Interesse dardut, kann während der Auflagefrist Einsprache erheben.

<sup>2</sup> Über Einsprachen entscheidet:

- a) der Gemeinderat;
- b) das zuständige Departement, wenn dieses die Ausscheidung vorgenommen hat.

##### **3. Genehmigung**

##### **Art. 32.**

<sup>1</sup> Der Umgrenzungsplan mit den zugehörigen Vorschriften bedarf der Genehmigung des zuständigen Departementes wenn nicht dieses die Ausscheidung vorgenommen hat.

#### **c) Kosten und Entschädigung**

##### **Art. 33.**

<sup>1</sup> Die aus der Ausscheidung erwachsenden Kosten und Entschädigungen trägt bei:

- a) Grundwasserschutzzonen der Inhaber der Grundwasserfassung oder -anreicherungsanlage;
- b) Grundwasserschutzarealen das Gemeinwesen, in dessen Interesse die Ausscheidung vorgenommen wurde. Es kann Kosten und Entschädigungen auf spätere Inhaber von Grundwasserfassungen und Anreicherungsanlagen überwälzen.

<sup>2</sup> Der Gemeinderat erlässt die Verfügungen, wenn nicht das zuständige Departement die Ausscheidung vorgenommen hat.

#### **Zuständigkeiten in der Zone S**

##### **Art. 34.<sup>62</sup>**

<sup>1</sup> Die politische Gemeinde erlässt in den rechtskräftig ausgeschiedenen Grundwasserschutzzonen und -arealen (Zonen S) die in den Schutzzonenreglementen vorgesehenen Verfügungen, wenn für die Bewilligung der Massnahme nicht eine Stelle des Staates zuständig ist.




<sup>2</sup> Die zuständige Stelle des Staates erteilt Ausnahmewilligungen und ordnet weiter gehende Schutzmassnahmen an.

## **Commune Bronschhofen:**

pas de bases légales

## 1.6. Informations et renvois supplémentaires selon art. 3 lit d OCRDP

Arrêté du Département cantonal des constructions et publication dans la Feuille officielle:

<p style="text-align: right;">1400336</p> <p style="text-align: center;"><b>Baudepartement</b> des Kantons St.Gallen</p> <p style="text-align: center;"></p> <p style="text-align: center;">Lämmlibrunnenstrasse 54, 9001 St.Gallen Telefon 071 229 30 03, Fax 071 229 39 60</p> <p>27. Februar 2009</p> <p style="text-align: right;">Gemeinderat 9552 Bronschhofen</p> <p>Gesuchs-Nr. Kanton: 09-648 <b>Bronschhofen: Grundwasserschutzzone für die Grundwasserfassung "Dreibrunnen"; Revision Schutzzoneunterlagen; Genehmigung eines Gemeinderlasses</b></p> <p>Sehr geehrter Herr Gemeindepräsident Sehr geehrte Damen und Herren</p> <p>Mit Schreiben vom 4. Februar 2009 haben Sie uns in Nachachtung von Art. 32 des Vollzugsge- setzes zur eidgenössischen Gewässerschutzgesetzgebung (sGS 752.2; abgekürzt GSchVG) den Schutzzoneplan und das Schutzzone-reglement für die Grundwasserfassung "Dreibrun- nen" der Dorfkorporation Bronschhofen, vom Gemeinderat erlassen am 10. Januar 2008, zur Genehmigung eingereicht.</p> <p>In Anwendung von Art. 27 und 32 GSchVG sowie Art. 94 Abs. 1 des Gesetzes über die Ver- waltungsrechtspflege (sGS 951.1; abgekürzt VRP) in Verbindung mit Nrn. 26.20.14 und 26.20.17 des Gebührentarifs für die Kantons- und Gemeindeverwaltung (sGS 821.5) wird vom Baudepartement</p> <p style="text-align: center;"><b>verfügt:</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Der angeführte Erlass wird genehmigt.</li><li>2. Die Gewässerschutzkarte (Blatt 1073) wird im betroffenen Bereich gemäss beiliegendem Ausschnitt den neuen Verhältnissen angepasst (Mutation 570).</li><li>3. Die alten Schutzzoneunterlagen (Schutzzoneplan und -reglement) sind als aufgehoben zu kennzeichnen (z.B. mit der Bemerkung: Aufgehoben mit Genehmigung des Baudepar- tementes vom "Datum, siehe oben").</li><li>4. Die Gebühr für diese Verfügung (Genehmigung Schutzzoneunterlagen inkl. Anpassung Gewässerschutzkarte) beträgt Fr. 1'250.-.</li></ol> <p style="text-align: left;"><small>14236_34015</small></p>	<p style="text-align: right;">Baudepartement</p> <p style="text-align: right;">- 2 -</p> <p><b>Rechtsmittel:</b> Diese Verfügung kann nach Art. 59bis Abs. 1 in Verbindung mit Art. 64 und Art. 47 Abs. 1 VRP innerhalb vierzehn Tagen seit der Eröffnung mit Beschwerde beim Verwaltungsgericht angefochten werden. Die Beschwerde ist schriftlich einzureichen. Sie muss einen Antrag, eine Darstellung des Sachverhalts und eine Begründung enthalten. Der Beschwerde ist die angefochtene Ver- fügung beizulegen.</p> <p>Freundliche Grüsse</p> <p>Für das Baudepartement Die Leiterin des Amtes für Umwelt und Energie:</p> <p style="text-align: center;"> Dr. Helene Felber</p> <p style="text-align: center;"></p> <p><b>Beilagen:</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Schutzzoneunterlagen (Hydrogeologischer Bericht, Schutzzoneplan und -reglement) in siebenfacher Ausführung</li><li>2. Ausschnitt aus der aktualisierten Gewässerschutzkarte</li><li>3. Mutationsverzeichnis Bronschhofen</li><li>4. Gebührenrechnung</li></ol> <p><b>Kopie (mit Beilage 2) an:</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Gebäudeversicherungsanstalt, Abteilung Löschwasserversorgung</li><li>- Amt für Gesundheits- und Verbraucherschutz</li></ul> <p><b>Kopie (mit Beilagen 1, 2 und 3) an:</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Amt für Umwelt und Energie, Gewässerumsetzung und Grundwasser</li></ul> <p style="text-align: left;"><small>14236_34015</small></p>
--	---

Publication dans la Feuille officielle:

# Amtsblatt des Kantons St.Gallen

Nr. 11



9. März 2009

207. Jahrgang

## Genehmigte Erlasse

Unter diesem Titel werden seit 1. Januar 1974 allgemein verbindliche Erlasse angezeigt, die nicht in der Gesetzessammlung veröffentlicht werden, aber zu ihrer Gültigkeit der Genehmigung durch die Regierung oder das zuständige Departement bedürften. Damit wird vor allem die gesamte Rechtsetzung der Gemeinden erfasst. Soweit der Text der angezeigten Erlasse von der im Zwischentitel erwähnten öffentlichen Körperschaft oder Anstalt nicht anderweitig bekannt gegeben wird, kann er jedenfalls auf ihrer Kanzlei bezogen oder eingesehen werden.

**Bronschhofen** – politische Gemeinde:

- Schutzzonenplan und Schutzzonenreglement für die Grundwasserfassung «Drei-brunnen» der Dorfkorporation Bronschhofen vom 10. Januar 2008, vom Baudepartement genehmigt am 27. Februar 2009, in Vollzug ab 27. Februar 2009

**1.7. Question ouverte:**

Depuis 1994 les communes du canton de St Gall doivent  
Seit 1994 sind die Gemeinden im Kanton St.Gallen aufgefordert Grundwasserschutzzonen im Grundbuch anmerken zu lassen. Dies wird im Rahmen der Genehmigung durch die kantonale Stelle überprüft. Diese Anmerkanforderung gilt aber nicht für früher verfügte Schutzzonen. Gemäss Art. 16 Abs. 1 des GeolG sind aber im Grundbuch angemerkte Eigentumsbeschränkungen nicht Gegenstand des ÖREB-Katasters.

**Art. 16**            **Objet et forme**

<sup>1</sup> Le cadastre répertorie les restrictions de droit public à la propriété foncière qui, conformément aux dispositions du code civil (CC)<sup>6</sup>, ne font pas l'objet d'une mention au registre foncier.

Qu'est-ce qui a la priorité : l'exhaustivité des informations dans le cadastre ou l'art. 16? De telles situations devraient être réglées uniformément pour l'ensemble de la Suisse.